Une expérience de motorisation partagée au Bénin par le biais des CUMA

29 mai 2015

La Fédération nationale des Coopératives d'utilisation de matériel agricole (FNCuma), la Fondation pour l'agriculture et la ruralité dans le monde (FARM) et l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) ont contribué à un rapport sur la pratique des Cuma au Bénin, publié fin avril. Ce rapport reprend l'historique et le fonctionnement des Cuma, ceux de leur réseau au Bénin et du partenariat franco-béninois. Il analyse les conditions de la pérennité de cette initiative et les conséquences de la motorisation sur l'activité agricole.

Suite à la création de la première Cuma en 1997, il existe aujourd'hui une centaine de coopératives béninoises regroupant environ 850 membres. Bien que le contexte socio-économique et institutionnel soit radicalement différent, l'objectif d'accès à la motorisation pour accroître la productivité agricole est le même que celui qui a prévalu en France après-guerre. Dans les deux pays, cette organisation est volontaire et repose sur de petits groupes solidaires d'agriculteurs : investissement en commun dans les équipements, organisation collective pour les utiliser et structuration en réseau (formation, représentation, échanges de pratiques). En effet, bien que les Cuma béninoises relèvent d'un modèle organisationnel « importé », les enquêtes menées mettent en évidence des groupes qui s'appuient sur une dynamique endogène forte. La création de la coopérative est ainsi une réponse à des problèmes techniques, économiques et sociaux, identifiés par les agriculteurs eux-mêmes, et les coopérateurs enquêtés montrent un fort attachement à l'égalité entre membres, à la démocratie et à la décision collective.

Les dispositifs de crédit quasi-inexistants et la difficulté pour trouver des équipements répondant aux besoins expliquent que 44 % des Cuma béninoises en soient encore au stade de la recherche d'équipement. Le rapport identifie ainsi plusieurs points d'importance : le développement de réserves financières pour les investissements à venir, bonne pratique pour assurer la pérennité des Cuma ; le rôle des financements publics pour accompagner cette dynamique collective de motorisation, qui reste marginale ; l'élaboration de politiques publiques fortes de mécanisation et de motorisation pour assurer un changement d'échelle.

Anne-Sophie Wepierre, Centre d'études et de prospective

Source : Fondation FARM